

PHILIPPINES

Dictature dans les îles

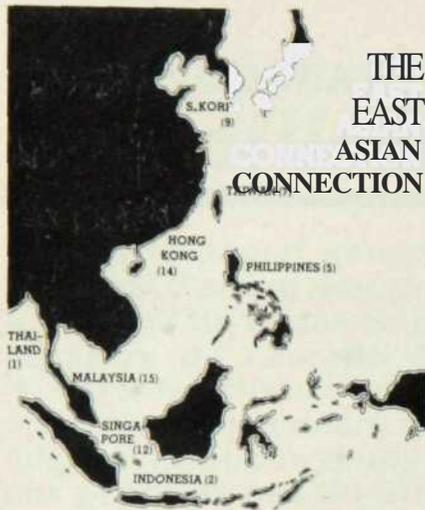
L'assassinat spectaculaire de Benigno Aquino, le 21 août dernier, a brusquement ramené les îles Philippines sur la scène internationale. Aquino, ancien sénateur exilé aux Etats-Unis depuis trois ans, emprisonné dans son pays pendant les huit années précédentes, croyait l'heure venue de rallier l'opposition au régime Marcos en vue des élections qui doivent se tenir aux Philippines en 1984. À peine descendu de l'avion qui le ramenait à Manille, il fut abattu d'un coup de fusil.

Avec ce scandale, l'image des îles verdoyantes sous le soleil, où «jouent des enfants demi-nus et rient de jolies femmes au sourire exotique»¹ s'estompe peut-être à tout jamais. Parce que la réalité, bien sûr, est tout autre aux Philippines. On y vit plus mal qu'au Bangla Desh : une population sous-alimentée à 80% ; un salaire moyen qui reste le plus bas de toute l'Asie du sud-est (3\$ par jour pour un homme, 1,30\$ pour une femme) malgré la richesse des ressources naturelles (cuivre, zinc, or, argent, pétrole) et malgré un potentiel agricole supérieur à celui des autres pays du Sud-Est asiatique. La loi martiale imposée par le président Marcos en 1972 perdure, accompagnée d'une répression systématique : 70 000 personnes arrêtées, 400 000 personnes déplacées de leurs terres et déportées dans des espèces de camps de concentration, 100 000 Moros (musulmans du Sud) assassiné-e-s, un million de réfugié-e-s, tout à l'allure d'un génocide...

Seul pays latin d'Asie, les Philippines ont d'étranges ressemblances avec l'Amérique centrale. Le dictateur Ferdinand Marcos, d'abord, un des hommes les plus riches du monde, qui s'appuie sur les militaires (huit fois plus nombreux aujourd'hui qu'en 72) pour tout mener à sa guise, allant jusqu'à déposséder d'autres familles riches du pays. L'Église catholique, ensuite, la quatrième du monde en nombre, jusqu'ici plutôt conservatrice mais qui vient de se dissocier du régime. Mais surtout les Philippines correspondent parfaitement au modèle «Tiers monde» : une main-d'œuvre abondante et bon marché, exploitée au profit des investisseurs étrangers, multinationales américaines très souvent mais aussi canadiennes : Ford-Ensite, Jade International, Sunlife, Inco, Banque de Montréal, Huskey Oil...



Photo : A. Lin Neumann, South Asia Chronicle



THE EAST ASIAN CONNECTION

Usines de pièces électroniques affiliées à des compagnies de Santa Clara, Californie.

Electronics assembly plants with parent companies in Santa Clara County, Calif.

«Vous savez que nous sommes arrivés à octroyer aux multinationales un quasi monopole sur la production d'autos, les produits pharmaceutiques et la transformation de caoutchouc. Chez nous, les multinationales contrôlent les industries alimentaire, chimique et pétrolière ; elles contrôlent les zones utilisées pour l'exploitation minière et forestière, la culture des fruits et de la canne à sucre. Nous leur réservons même un droit spécial sur la mer...

«Des mesures très avantageuses vous sont offertes, vous exemptant de toutes formes de permis, d'impôts, de taxes ou de charges locales... Et notre législation assure un contrôle social rigoureux et permet un climat de travail productif».²

C'est en ces termes qu'on vend l'idée d'investir aux Philippines, le régime Marcos ayant de plus ouvert des zones d'exportation libre, des sortes de «pays dans un pays», bénéficiant de leurs lois propres (barbelés à l'appui) pour accommoder les entreprises des pays industrialisés qui veulent organiser dans le Tiers monde des bases de production pour le marché mondial.

Manille la prostituée

«Nous finissons par croire, de dire une Philippine de passage à Montréal et désirant garder l'anonymat, que tout ce qui nous arrive de l'Occident est supérieur à notre propre culture». De plus, les Philippines sont une ancienne colonie américaine, les États-Unis les ayant achetées aux Espagnols en 1898 malgré une guerre d'indépendance victorieuse. Ils concédèrent l'indépendance en 1946, mais conservèrent cependant leurs droits de propriété, de commerce et surtout, leurs prérogatives militaires. Existont toujours aux Philippines 23 bases militaires américaines, celles-là mêmes qui ont servi à ravitailler l'armée au Viêt-nam, les bases les plus importantes en dehors des États-Unis et des Caraïbes.

Vendues aux intérêts économiques et militaires étrangers, les Philippines n'ont plus que deux «industries» à leur actif : l'envoi de main-d'oeuvre à l'étranger, qui est une façon de faire entrer des devises étrangères puisque la loi stipule que 50 à 70% des salaires gagnés à l'extérieur du pays doivent y revenir et, surtout, le «tourisme-prostitution». L'image des «plus belles femmes du monde» ayant depuis longtemps été exploitée aux Philippines, le phénomène des «hospitality girls» fait presque figure d'institution dans les grandes villes. À Manille (la capitale), elles sont plus de 100 000, des femmes de la campagne pour la plupart ou tout simplement des femmes pauvres et sans ressources qui, ne pouvant se trouver de l'emploi, se tournent vers la prostitution.

Cette «industrie», comprenant aussi les mannequins «érotiques», les «mail order brides»,³ les femmes de «divertissement» et la prostitution d'enfants, a toujours été très présente aux Philippines, où il y a une grande concentration d'étrangers. Aujourd'hui, à cause des politiques économiques de Marcos d'une part, et des bases américaines de l'autre, les étrangers sont plus nombreux que jamais et la prostitution est devenue la «règle générale». Outre les soldats américains qui sont évidemment de fervents clients, «il est très courant de voir, à Manille, des autobus remplis de Japonais s'arrêter devant un club, et tous ces hommes descendre et rentrer se choisir une partenaire pour la nuit».⁴ Ils paieront environ 60\$, dont 15\$ au propriétaire du club, 15\$ à l'agent du tour, 10\$ au guide local et 10\$ au guide japonais. Les femmes, elles, recevront peut-être 4 à 5\$ du propriétaire, et encore...

L'après Aquino

Mais quand existent dans un pays une telle exploitation et une telle répression, on retrouve presque toujours des luttes de résistance, et les Philippines n'échappent pas à cette règle. L'assassinat de Benigno Aquino aura d'ailleurs marqué un point tournant dans la lutte contre la dictature. Cette lutte englobe maintenant l'opposition «légale» (plutôt libérale, plutôt pro-américaine, comme l'était Aquino), celle de l'Église, celle beaucoup plus clandestine du Front national-démocrate regroupant des «organisations de tous les secteurs» et comptant plus d'un million

de militant-e-s ; celle de la Nouvelle armée du peuple organisée en fronts de guérilla (plus de 10 000 combattant-e-s) et agissant surtout dans les zones rurales, et enfin celle du Mouvement national de libération du peuple Moro (plus de 30 000 combattant-e-s). Et les femmes là-dedans?

«Elles prennent conscience de leur double exploitation ; du fait qu'on nous soumet à une plus grande misère, aux jobs les plus répétitives, monotones ; du fait qu'on nous embauche massivement dans les usines de vêtements et d'électricité⁵ moins pour nos «doigts de fée» que parce que «girls are easier to control» ; du fait qu'on nous harcèle sexuellement et que tous ces concours de beauté si populaires chez nous⁶ ne sont qu'une autre manière d'exploiter le marché de la chair». Mon interlocutrice, pour sa part, est membre de l'AWARE (Association of Women Against Repression and Exploitation) qui tente de regrouper les femmes chrétiennes, travailleuses d'usine, paysannes, professionnelles etc., et d'ainsi former une organisation nationale de femmes philippines ayant leur plate-forme et leur programme. Mais ces projets restent embryonnaires et la lutte s'annonce à long terme. Pour l'instant, Marcos représente la cible à abattre d'une façon ou d'une autre. Par la lutte armée ou par des moyens plus «légaux»? Qui saura le dire?

FRANCINE PELLETIER

1/ Promotion touristique, citée dans «Philippines un peuple victime du développement», DÉVELOPPEMENT ET PAIX, septembre 82

2/ Rapportsurles Philippines, «Clenched Fists of Struggle», Hong Kong, 1981, cité dans DÉVELOPPEMENT ET PAIX, op cit.

3/ «Épouses» qu'on «commande» par la poste

4/ «Changing Role of S/E/ Asian Women», SOUTHEAST ASIA CHRONICLE, janv-fév 79

5/ Elles font partie des multinationales qui ont envahi les côtes asiatiques.

6/ Marrainé par Ismelda Marcos, l'épouse du Président, le concours MISS UNIVERS qui eut lieu aux Philippines en 70 entraîna des dépenses supérieures au budget national